

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

12 juin 2020

CIA S DU PAYS D'UZERCHE

Afférents au C.C : 25

En exercice : 25

Présents ou remplacés par un suppléant : 12

Votants : 14

L'an deux mil vingt, le 12 juin, par arrêté du 04 juin 2020, le Conseil d'administration du CIAS du Pays d'Uzerche s'est réuni Salle polyvalente à Masseret, sous la présidence de M. Michel DUBECH – Président.

Étaient présents : M. Michel DUBECH, M. Michel PLAZANET, M. Michel LAUTRETTE, M. Bernard ROUX, M. Jean-Jacques CAFFY, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Jean-Paul GRADOR, M. Jean-Paul COMBY, Mme Isabelle LAMBERT, M. Paul FREYSSINET, Mme Josette ROULET, M. Claude PEGOURDIE

Absents excusés :

Mme Françoise CHATEGNIER, M. Gérard LAVAL, M. Marcel DANDALEIX, M. Francis CHALARD, M. Jean-Jacques DUMAS, M. Bernard FONTUBIER, Mme Christine LAPORTE, Mme Anne-Marie TIXIER, Mme Véronique SAUBION, M. Bernard CHASSAGNE, Mme Colette MONTAUDON, Mme Frédérique REAL, M. Jean-Noël VILLENA

M. Marcel DANDALEIX ayant donné pouvoir à M. Paul FREYSSINET

Mme Anne-Marie TIXIER ayant donné pouvoir à M. Jean-Paul COMBY

Secrétaire de séance : Marie FOURNY

Monsieur le Président accueille et remercie les membres du CIAS pour leur présence. Compte tenu du contexte électoral, ce sont toujours les anciens membres du CIAS qui ont été convoqués, dans un environnement particulier, d'où l'aménagement de cette salle pour tenir compte des gestes barrière liés à la pandémie. Il a toutefois souhaité, pour des questions de fonctionnement de l'Institution, présenter le budget 2020 au vote du conseil d'administration en place.

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire, le quorum nécessaire pour toute réunion des organes délibérants, des bureaux ou des commissions permanentes est fixé au tiers des membres, et non plus à la moitié. Le respect du quorum s'apprécie en prenant non seulement en fonction des membres effectivement présents, mais en prenant également en compte les membres représentés ayant donné procuration. Les membres peuvent désormais bénéficier de deux pouvoirs, contre un seul auparavant.

Le compte rendu de la séance du 17 février 2020 est adopté à l'unanimité.

Monsieur le Président fait un point sur le fonctionnement des services lors de la période de confinement.

Le personnel du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) a continué à agir pour les administrés du territoire et a assuré ses missions en présentiel.

Ainsi pour permettre aux personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire de faire garder leurs enfants et continuer d'aller au travail, un service de garde d'enfants a été organisé, aussi bien pour les enfants de 0 à 3 ans au Multi-accueil « L'Ile aux Rêves » (du lundi au vendredi) que pour les enfants de 3 à 16 ans à l'Accueil de Loisirs (le mercredi).

Une attention particulière a également été apportée aux personnes âgées et handicapées dans le cadre de l'Instance de Coordination et du service prestataire d'aide-ménagères, qui ont maintenu leurs services au quotidien.

La Communauté de communes a également participé à un groupement de commandes afin que chaque habitant du territoire puisse disposer de masques de protection grand public. Une commande complémentaire a été effectuée auprès d'une entreprise du territoire, Terre de Couleurs.

CREATION DE POSTE – FILIERE TECHNIQUE

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifié, disposant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement si et seulement si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant le permettent.

Considérant les différents départs à la retraite et afin de promouvoir un service de qualité, il est proposé de créer un poste sur le grade d'agent social (Echelle C1) à raison de 25 heures hebdomadaires.

Monsieur le Président précise que la condition financière est remplie et qu'il appartient donc au conseil d'administration de se prononcer sur la création de ces postes.

Le conseil d'administration, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** la création d'un poste d'agent social (Echelle C1) à compter du 1er septembre 2020 à raison de 25h00 hebdomadaires,

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

17 février 2020

- **DONNE** tous pouvoirs à M. le Président pour le recrutement de cet agent,
- **AUTORISE** M. le Président à prendre l'arrêté de nomination et tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la délibération,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la collectivité.

RESTAURATION STRUCTURES ENFANCE JEUNESSE

Monsieur le Président rappelle que le CIAS a en charge la gestion des structures enfance jeunesse du Pays d'Uzerche. A ce titre, il y a notamment une maison de l'enfance à Uzerche regroupant un multi accueil et un accueil de loisirs sans hébergement. Dans le cadre de leurs missions ces deux établissements fournissent le repas du midi aux enfants accueillis. Le marché actuel s'achève le 31 août 2020, aussi, afin d'assurer la continuité du service, Monsieur le Président informe le conseil de la nécessité de relancer une consultation. Au regard du montant estimatif du marché, cette consultation et l'attribution entrent dans le cadre des délégations attribuées.

Après délibération, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **PREND ACTE** du lancement d'une consultation pour le marché de restauration afin d'assurer la continuité du service des structures enfance jeunesse (multi accueil et ALSH) sur le site d'Uzerche,
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer avec l'établissement qui sera le mieux disant,
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération,
- **DIT** que les crédits seront inscrits au budget de la collectivité.

CREATION D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE POUR LES AGENTS PARTICULIEREMENT MOBILISES PENDANT L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, notamment son article 11,

Vu le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'État et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Considérant que conformément à l'article 8 du décret 2020-570, il appartient à l'organe délibérant de définir les modalités d'attribution de la prime exceptionnelle dans la limite d'un plafond fixé à 1 000 euros,

Monsieur le Président rappelle au conseil d'administration que pendant le confinement, le personnel du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) a continué à agir pour les administrés du territoire.

Ainsi pour permettre aux personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire de faire garder leurs enfants et continuer d'aller au travail, un service de garde d'enfants a été organisé, aussi bien pour les enfants de 0 à 3 ans au Multi-accueil « L'île aux Rêves » (du lundi au vendredi) que pour les enfants de 3 à 16 ans à l'Accueil de Loisirs (le mercredi).

De plus, une attention particulière a également été apportée aux personnes âgées et handicapées dans le cadre de l'Instance de Coordination et du service prestataire d'aide-ménagères, qui ont maintenu leurs services au quotidien.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité

- **DECIDE** de créer une prime exceptionnelle en faveur des fonctionnaires et agents contractuels de droit public particulièrement mobilisés durant l'état d'urgence sanitaire, au sein des structures enfances jeunesse (multi accueil, ALSH) et maintien à domicile (service prestataire et instance de coordination)
- **DIT** que le montant maximal de cette prime exceptionnelle est fixé à 750 € par agent.
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à déterminer par arrêté individuel les bénéficiaires de la prime exceptionnelle, le montant alloué et les modalités de versement.
- **DIT** que les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.

ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2020 – BUDGET ANNEXE « CIAS DU PAYS D'UZERCHE »

Une présentation des sections d'investissement et de fonctionnement du projet de budget 2020 est faite à l'assemblée.

Ce budget reste dans la même lignée que les précédents, mais tient bien évidemment compte de l'impact des dépenses liées au COVID 19 mais également à l'augmentation de l'agrément du nombre d'enfants pouvant être accueillis au multi accueil. Pour la section d'investissement, les dépenses sont présentées et expliquées (pergola, ouvrants dans les dortoirs.... afin d'abaisser la température des locaux). Il est précisé qu'une demande de subvention est en cours d'instruction à la Caisse d'Allocations Familiales de la Corrèze.

COMPTE RENDU
Séance du conseil d'administration CIAS
17 février 2020

Vu le CGCT et notamment ses articles relatifs à l'adoption du budget ;
Vu l'instruction comptable applicable en l'espèce ;
Vu la délibération du 17/02/2020 approuvant le compte administratif 2019 et l'affectation des résultats 2019 ;
Considérant la présentation faite en séance par M. le Président,

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration à l'unanimité

- **DECIDE** de voter le budget primitif 2020 :
 - o Par chapitre pour la section de fonctionnement sans vote formel sur chacun des chapitres
 - o Par chapitre pour la section d'investissement sans vote formel sur chacun des chapitres
- **ADOpte** le budget primitif 2020 comme suit :
 - o Section de fonctionnement
 - Dépenses : 1 782 759,98 €
 - Recettes : 1 782 759,98 €
 - o Section d'investissement :
 - Dépenses : 94 394,10 €
 - Recettes : 94 394,10 €
- **PRECISE** que les reports des sections sont intégrés au budget 2020.

Le secrétaire,

Marie FOURNY

Le Président,

Michel DUBECH